
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56714

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Moskauer Sicht die Bereitschaft kolportierte, eine Rückgabe Breslaus und Stettins komme bei entsprechendem westdeutschen Verzicht in Frage (I, Nr. 348).

Die Überseefragen nahmen 1955 ein zunächst geringeres Gewicht ein als im Vorjahr. Aber die Franzosen hatten sogleich Schwierigkeiten in Südvietnam mit Präsident Diem, die Amerikaner rückten zügig in ihre Positionen. Dankenswerterweise sind diesmal auch die dann zunehmend wichtiger werdenden nordafrikanischen Beziehungen dokumentiert (Marokko, Algerien, Tunesien und Libyen), die ja staatsrechtlich z. T. französische Innenpolitik bildeten. Wegen des französischen Truppenabzugs vom Mutterland nach Nordafrika zeigten sich die Amerikaner besorgt, mußten jedoch trotz »sentimentalen Antikolonialismus« von Dulles den französischen Wünschen auf Waffenlieferungen nachkommen. Zu Recht erscheint das zweite Halbjahr 1955 den Herausgebern als »essentiellement celui de l'affaire marocaine« (Bd. II, S. XVI), da man in Paris die Hoffnung auf »independance dans l'interdependance« (II, Nr. 346–4. 11. 55) sehr schnell schwinden sah. Und das marokkanische Problem hatte Auswirkungen auf die nordafrikanische Gesamtsituation, auf Spanien, auf die NATO, damit auf Frankreichs Rolle unter den Großen Vier, in der Abrüstungsfrage etc.

Wenn hier nur einige Hauptprobleme der französischen Außenpolitik angesprochen werden konnten, so seien doch abschließend noch zwei editorische Probleme genannt. Renata Fritsch-Bournazel hat kürzlich in einem Aufsatz (Frankreichs Ost- und Deutschlandpolitik im Zeichen der Genfer Gipfelkonferenz, in B. THOß/H. E. VOLKMANN, Zwischen Kaltem Krieg und Entspannung, Boppard 1988 – dieser Arbeit wird auch das Eingangszitat verdankt) aus dem Archiv des Quai d'Orsay aus dem Jahr 1955 eine ganze Reihe konzeptioneller Überlegungen zur französischen Außenpolitik (Genfer Gipfel etc.) mitgeteilt, die in DDF nicht enthalten sind. Es hat den Anschein, als ob man in der Publikation stärker auf die Berichterstattung hochrangiger Politiker und Beamter geachtet hat, als auf jene v. a. für den Denkraum beachtlichen Entwürfe vergleichsweise untergeordneter Beamter. Zum zweiten und eher am Rande: in der Einleitung 1955 II, S. XII, wird ein aktiver deutscher Diplomat aus der »Wilhelmstraße« vorgestellt. In jener Straße in Berlin residierte das deutsche Auswärtige Amt aber nur zu Zeiten des Deutschen Reiches bis 1945. Für die Bundesrepublik suggeriert dieser Lapsus vielleicht unbewußt eine falsche Kontinuität. Und wenn man dann weiterblättert und im Register den ganz bürgerlichen Vizekanzler Franz Blücher (F.D.P.) mit einem Adelstitel begabt sieht – dachte man an den »Marschall Vorwärts«? –, die Namen Carlo Schmid und Ludwig Erhards jeweils mit »dt« geschrieben findet, wünscht man sich schon eine sorgfältigere Endredaktion. Im übrigen: Benito Mussolini hieß auch nicht Alberto! Doch das ist letztlich für den Ertrag der DDF marginal.

JOST DÜLFFER, Köln

Hermann WEBER, Die DDR 1945–1986, München (Oldenbourg) 1988, VIII–253 p. (Grundriß der Geschichte, 20).

L'auteur est, en RFA, un des spécialistes les plus connus (et les plus productifs) de l'histoire de la République démocratique allemande. Son ouvrage »DDR, Grundriß der Geschichte 1945–1981« en est à sa sixième édition. En 1985, il a publié une »Geschichte der DDR« et l'année suivante une documentation sur le même sujet (Dokumente zur Geschichte der Deutschen Demokratischen Republik, 1945–1985), toutes deux parues à Munich.

»Die DDR 1945–1986« ne fait nullement double emploi avec les ouvrages précédents, comme pourrait le laisser supposer son titre. Comme tous les volumes de la collection dans laquelle il est publié, il se divise en trois parties: 1. Un exposé succinct (104 pages), chronologiquement ordonné et divisé en quatre chapitres: la préhistoire de la RDA; la »construction du socialisme«; de la fondation de la République à l'édification du »mur«; la consolidation de la

RDA et la période 1971–1986 que l'auteur intitule »la RDA entre la stabilité et la crise«. 2. Une analyse de l'état et des tendances de la recherche en RDA et à l'étranger (p. 105–162), enfin, 3. Une bibliographie abondante (1227 titres), mais non commentée. L'ouvrage est complété par une chronologie (12 pages) et un index des noms cités.

H. Weber suit de très près ce qui se publie en RDA. Il signale en particulier l'intérêt d'études locales (p. 142–143) qui apportent des précisions, par exemple sur l'attitude des sociaux-démocrates au moment de la constitution du SED, précisions que l'on ne trouve pas dans les ouvrages d'ensemble sur les mêmes sujets.

En revanche sa bibliographie est pauvre sur les publications étrangères: une quinzaine de titres pour tout le domaine anglo-saxon, presque tous antérieurs à 1980. Les publications françaises sont pratiquement ignorées. Sont cités Ménudier et Grosser qui n'ont pas beaucoup étudié la RDA, un ouvrage sur »Le syndicalisme de type soviétique« (Lowit) et un autre sur »Un mur entre deux mondes« de J. Egen, à quoi il faut ajouter deux ouvrages de Picaper et de R. Fritsch-Bournazel (en version allemande, l'un sur »la propagande et la communication« l'autre sur la politique allemande de l'Union soviétique). Aucun article de revue n'est mentionné. Weber ignore manifestement l'ouvrage de Paul Laveau: »La RDA au quotidien«, (Messidor 1985) et notre »Histoire de l'Allemagne contemporaine« parue, il est vrai, en septembre 1987 (Messidor).

Weber s'est toujours intéressé par priorité à l'histoire politique et plus précisément au rôle du SED, à la façon dont ce parti a pris et accaparé le pouvoir, à l'idéologie communiste, aux rapports du SED avec le PCUS, et de la RDA avec l'Union soviétique. En revanche il n'a rien publié sur les problèmes sociaux, ni sur la culture. Le présent ouvrage révèle les mêmes tendances. Dans l'exposé on trouvera peu de choses sur la société civile et par exemple rien sur les avantages sociaux dont bénéficient les citoyens de RDA, presque rien sur la culture. Le nom de Brecht n'est pas cité. »Die Aula« de Hermann Kant, et »Der geteilte Himmel« de Christa Wolf sont caractérisés comme appartenant à »eine kritische literarische Welle«, alors qu'aucun autre ouvrage de ce dernier écrivain n'est mentionné. De Stephan Hermlin, le lecteur saura uniquement qu'il a été critiqué lors du VI^e Congrès du parti en 1963 (p. 63).

Plus généralement l'histoire de la RDA est étudiée »en soi«. Rien ou presque n'est dit de l'environnement politique, de l'attitude hostile qui fut longtemps celle de la RFA et de ses alliés occidentaux et qui explique pourtant, pour une bonne part, les contre-mesures que la RDA a dû prendre pour survivre et se développer. L'auteur constate que la société de RDA n'est pas une société égalitaire et que le niveau de vie n'est pas le même dans les familles qui gagnent 2200 marks et plus et dans celles qui gagnent moins de 800 marks. Dans cette catégorie, sur cent ménages on ne comptait, en 1986, que 81 réfrigérateurs, 69 machines à laver et 82 téléviseurs. Il paraît évident qu'on pourrait, des mêmes chiffres, tirer des conclusions assez différentes: que l'éventail des revenus est bien moins large qu'en RFA et en France, et qu'en conséquence la société de RDA est bien moins inégalitaire que celle des démocraties occidentales.

L'affirmation, réitérée et fondée, que le SED occupe une position hégémonique et qu'il contrôle la culture et la recherche d'où Weber déduit que l'historiographie, surtout l'histoire de la RDA et du SED, est fonction de la politique du parti à chaque étape, si elle n'est pas fautive, mériterait toutefois d'être nuancée. »L'espace de liberté« dont disposent les historiens de la RDA, même lorsqu'ils abordent l'histoire de leur pays, s'est en effet élargi ces dernières années, comme Weber le constate d'ailleurs au passage (p. 137 à propos de l'ouvrage de G. Benser, et p. 142–143). D'une façon générale, on a l'impression que l'auteur »retarde«, en ce sens qu'il ne prend pas assez en compte, à notre avis, les changements intervenus au cours des dernières années.¹ Affirmer que la RDA ne peut »s'attendre à une relative autonomie analogue à celle de la Roumanie par exemple« (p. 100) nous paraît inexact. La relative liberté de

¹ Ce compte rendu fut écrit au début de 1989.

mouvement de la RDA par rapport à l'URSS n'a cessé de croître à la mesure des succès enregistrés dans le domaine économique notamment.

Instrument de travail destiné prioritairement aux étudiants et aux chercheurs, ce livre, utile certes, doit être complété par la lecture d'ouvrages traitant notamment de l'histoire sociale et culturelle de la République démocratique allemande.

Gilbert BADIA, Paris

Alexander FISCHER, Günther HEYDEMANN (Hg.), *Geschichtswissenschaft in der DDR. Band I: Historische Entwicklung, Theoriediskussion und Geschichtsdidaktik*, Berlin (Dunker & Humblot) 1988 (Schriftenreihe der Gesellschaft für Deutschlandforschung, 25/1).

La reconnaissance par la République fédérale en 1972 de la RDA en tant qu'Etat ouvre une nouvelle période des relations entre chercheurs des deux Allemagnes.¹ Les historiens de République fédérale s'intéressent désormais de plus près à l'historiographie de la RDA. L'ignorance systématique ou la polémique font place à une volonté de connaissance et à un souci d'information plus objective. La très grande majorité des contributions du présent ouvrage en témoigne.

Dans une première partie les différents auteurs tentent de cerner les étapes successives qu'a parcourues l'historiographie de RDA depuis la fondation de la République démocratique. A ce propos d'ailleurs certains relèvent qu'il n'y a pas unanimité chez les historiens de RDA pour ce qui est de la périodisation de l'histoire de la RDA (p. 392).² Plusieurs auteurs soulignent, à juste titre à mon sens, l'importance des changements constatés au début des années quatre-vingts: les historiens de RDA s'attachent désormais à étudier l'histoire allemande dans sa totalité (sans en exclure ni Frédéric II étudié par Ingrid Mittenzwei, ni Bismarck auquel Ernst Engelberg a consacré un ouvrage remarquable et remarqué), même s'ils sont invités à ne pas négliger pour autant l'étude des traditions révolutionnaires dont la République démocratique s'estime l'héritière.

Plusieurs contributions constatent qu'au cours de la dernière décennie le fossé séparant les historiens des deux Etats allemands a été partiellement comblé. Un dialogue s'amorce (première rencontre entre historiens est-allemands et membres de la commission historique du SPD de RFA) et des coopérations s'ébauchent.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée aux questions théoriques et méthodologiques. Le problème central, éclairé sous divers angles, est de savoir si et comment un historien de RDA peut concilier la prise de parti (*Parteilichkeit*) et le souci d'objectivité. Compte tenu du fait que c'est l'autorité politique (le SED) qui établit les programmes de recherche et fixe les orientations, quel est l'espace de liberté dont disposent les historiens est-allemands? Les réponses des différents auteurs à cette question sont loin d'être unanimes. Pour les uns cet espace de liberté est considérable (p. 362), tandis que, pour d'autres, les historiens de RDA ne jouissent, même après le tournant des années quatre-vingts, que de maigres libertés (p. 121). Cependant la plupart des auteurs du présent ouvrage s'accordent pour reconnaître le niveau élevé atteint en RDA par la discussion sur les problèmes de théorie et de méthode (p. 282, p. 305) et par la recherche historique dans plusieurs domaines (p. 175, p. 430).

L'historien anglais Georg G. IGGERS remarque au passage que l'uniformité de pensée n'est pas l'apanage des historiens est-allemands. En RFA aussi a régné, jusqu'au milieu des années soixante, chez les historiens un conformisme intellectuel et politique (p. 157), ce que confirme, semble-t-il, l'étude récente de Winfried Schulze.³

1 Ce compte rendu fut écrit avant la réunification de l'Allemagne.

2 Toutes les indications de page renvoient au présent ouvrage.

3 Winfried SCHULZE, *Deutsche Geschichtswissenschaft nach 1945*, München 1989.